

10<sup>e</sup> anniversaire

# Bulletin FrancoPaix



UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES  
Centre FrancoPaix

**Vol. 10, n° 10**

**DÉCEMBRE 2025**



## Participation du Centre FrancoPaix au Forum de Tana

### Réflexions sur la paix, la sécurité et le climat

Natascha Hryckow

#### Décryptage

### Persécutions religieuses au Nigéria : quand la politique étrangère de Trump s'en mêle

Guy Bucumi

PAGE 5

### Nouvelles et annonces

PAGE 7

# Participation du Centre FrancoPaix au Forum de Tana

## Réflexions sur la paix, la sécurité et le climat

Natascha Hryckow



### Natascha Hryckow

Conseillère stratégique principale,  
Institut pour la paix et la sécurité de  
la Corne de l'Afrique

Membre associée au Centre  
FrancoPaix de la Chaire  
Raoul-Dandurand de l'UQAM



Traduction par :  
Nicolas Klingelschmitt



### RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Créé en 2012, le Tana High-Level Forum on Security in Africa, organisé par l'Institute for Peace and Security Studies de l'Université d'Addis-Abeba, est un espace de dialogue de haut niveau réunissant dirigeants africains, experts et acteurs de la société civile pour aborder les enjeux stratégiques de paix et de sécurité du continent.

Natascha Hryckow, conseillère stratégique principale à l'Institut pour la paix et la sécurité de la Corne de l'Afrique et membre associée au Centre FrancoPaix (CFP), y représentait le CFP dans le cadre d'un événement parallèle en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie portant sur le nexus climat, environnement et sécurité. Dans ce bulletin, elle livre son analyse et ses recommandations sur cette 11e édition du Forum de Tana.

L'édition 2025 a notamment souligné l'urgence de réformer un multilatéralisme jugé obsolète, en particulier en matière de représentation africaine au Conseil de sécurité des Nations unies. Les discussions ont mis en lumière les crises persistantes dans la Corne de l'Afrique et l'importance d'une intégration régionale fondée sur des liens politiques et personnels entre dirigeants.

Enfin, l'évènement parallèle soutenu par le Centre FrancoPaix a mis en évidence l'impact du climat comme multiplicateur de menaces et la nécessité de créer un observatoire continental climat-paix-sécurité.



Photo de couverture : Discours de Fana Gebresenbet à l'ouverture du 4<sup>e</sup> Forum de Tana (directeur actuel de l'Institute for Peace and Security Studies), 18 avril 2015, Tana.  
Crédits Photo : Présidence du Rwanda.

Après une pause de trois ans, le Forum de Tana a fait son retour en octobre 2025. Cette 11<sup>e</sup> édition<sup>1</sup> s'est déroulée, du 24 au 26 octobre, à la fois dans son lieu traditionnel de Bahir Dar sur le lac Tana, à la source du Nil Bleu, et à Addis-Abeba, siège de l'Union africaine (UA), traversant ainsi l'échelle locale et l'espace multilatéral. Le thème « L'Afrique dans un ordre mondial en évolution » a placé l'agentivité et le leadership africains au centre de toutes les discussions, réunissant des dirigeants nationaux et multilatéraux aux côtés d'experts et de penseurs jeunes comme seniors.

La période actuelle de bouleversements géopolitiques et de crise du multilatéralisme met en lumière des ruptures et des agendas de plus en plus divergents dans de nombreuses régions du monde. Entre les systèmes obsolètes, les échecs des efforts de résolution de conflits, la baisse des financements et, surtout, la chute de la confiance, le système multilatéral en place depuis les 80 dernières années est clairement remis en question. À cela s'ajoute une évolution vers des relations bilatérales de plus en plus transactionnelles, souvent davantage coercitives que partenariales. L'ensemble de ces éléments oblige des conversations « franches, pertinentes et sincères » que le Forum de Tana a vocation à offrir. Les observations qui suivent complètent le rapport officiel produit par l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS)<sup>2</sup>, secrétariat du forum, à l'issue de l'évènement.

## Réformer le système multilatéral pour le rééquilibrer

Au cœur de cette initiative de recomposition, l'UA a choisi pour cette nouvelle édition le thème « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations », fournissant un cadre politique fort au forum. Une partie de cette quête de justice passe par une réforme du système multilatéral, en particulier du Conseil de sécurité (CS) de l'ONU, mais aussi des mécanismes financiers et climatiques. Pour la première fois depuis longtemps, la reconnaissance du cruel

manque de représentation de l'Afrique (et d'autres régions) au CS, ainsi que la nécessité d'y remédier, a semblé largement acceptée. La nature de cette réforme reste encore incertaine. Pour ma part, je suggère qu'il y ait moins de membres permanents et moins de pouvoir de veto plutôt que de les multiplier. Afin d'accroître la représentativité de certaines régions et d'éviter qu'un petit nombre d'États ne monopolisent indéfiniment le CS, une cohorte de membres élus à plus long terme, dotée d'un mandat de sept ans, pourrait être ajoutée. Cela offrirait aussi au Royaume-Uni et à la France l'occasion de reconnaître que leur siège permanent est un anachronisme hérité de leur passé colonial, alors qu'à l'époque de la création de l'ONU, seuls quatre États africains étaient indépendants. Dans un contexte d'unilatéralisme croissant, le changement est difficile, mais le statu quo est intenable et sera difficile à justifier auprès des populations africaines.



« Beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité pour les organisations continentales de passer du normatif à l'opérationnel. »

À Bahir Dar, la première journée du forum a réuni des ministres des Affaires étrangères et des envoyés spéciaux de la Corne de l'Afrique. L'année 2025 a été marquée par la résurgence d'Al-Shabaab en Somalie, l'augmentation des tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée (déploiements et démonstrations de force), la dégradation des relations entre le Tigré et Addis-Abeba, l'escalade de l'instabilité politique et sécuritaire au Soudan du Sud, et l'intensification de la guerre civile au Soudan. Aucun acteur continental ou externe n'a réussi à orienter les belligérants soudanais vers une sortie de crise. La valeur d'une telle rencontre réside donc dans le pouvoir d'établir et de maintenir des liens personnels et une dynamique d'intégration régionale. L'intégration offre l'espoir que l'amplification du coût financier

des conflits puisse produire un effet là où le coût humain a été vain.

La question récurrente de l'intégration de la jeunesse africaine dans les processus décisionnels a également animé de nombreuses discussions. En rendant hommage au président mozambicain Samora Machel, militant politique et figure de l'indépendance, une génération ultérieure de jeunes Africains a été symboliquement réintroduite dans la salle. Ces réflexions ont rappelé aux aînés présents, qui avaient partagé le combat et les idéaux de Machel, les ambitions qu'ils avaient eux-mêmes, dans leur jeunesse, pour le continent. La génération actuelle a exprimé avec éloquence son désir d'obtenir une place à la table décisionnelle ; la question est de savoir si elle attendra une invitation ou une permission. La réalité est que cette table sera prise et remodelée si les jeunes leaders ne sont pas inclus : une dynamique qui reflète les transformations nécessaires du système international dans son ensemble, et pas seulement en Afrique.

## Passer des paroles aux actes

Beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité pour les organisations continentales de passer du normatif à l'opérationnel. L'autocritique a été forte concernant l'incapacité du continent à financer l'UA ou à ratifier et mettre en œuvre des instruments tels que la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique (Charte de Lomé) ou la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)<sup>3</sup>. Les positions sur le financement du maintien de la paix divergeaient : certains ont souligné la chute drastique de l'aide publique au développement, tandis que d'autres insistaient sur la responsabilité globale de maintenir la paix et de défendre la résolution 2719<sup>4</sup> du CS<sup>5</sup>. Le consensus a néanmoins penché vers la nécessité d'un investissement africain en Afrique et pour les Africains. Un défi a été lancé : voir davantage de dirigeants continentaux présents à Addis-Abeba en février pour le sommet annuel de l'UA que ceux présents en novembre à Luanda pour le sommet UA-UE.

Les observations selon lesquelles l'UA a jusqu'ici fonctionné essentiellement de manière descendante (*top-down*) ont trouvé un écho. L'engagement nécessaire pour garantir l'adhésion des communautés et du secteur privé à des programmes comme la ZLECAF n'a pas encore eu lieu et incombe à chaque État. Le rôle des communautés économiques régionales (CER) pour susciter cette adhésion suppose qu'elles soient fiables et capables. La formation de l'Alliance des États du Sahel et le retrait conjoint de ses trois membres (Niger, Burkina Faso et Mali) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest mettent en lumière les défis, inhérents comme auto-infligés, auxquels les CER font face. Il se peut que, lorsque l'intégration économique africaine prendra de l'ampleur, les regroupements régionaux deviennent moins centraux, alors que l'autorité et la pertinence se déplaceront vers l'échelle continentale. Les institutions régionales pourraient être considérées comme transitoires : essentielles aujourd'hui, mais appelées à devenir obsolètes grâce à l'intégration qu'elles auront contribué à bâtir. Cela soulève la question de leur rôle dans la gestion d'un éventail aussi large de défis politiques et sécuritaires.

## Contributions du Centre FrancoPaix aux discussions sur le nexus climat-environnement-sécurité

Le Centre FrancoPaix a participé au Forum de Tana grâce à son partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et a contribué à un événement parallèle : «Le nexus climat-environnement-sécurité en Afrique : perspectives des centres de recherche francophones pour des solutions fondées

sur les réalités du terrain». Des experts des quatre instituts partenaires de l'OIF, à savoir le Centre FrancoPaix, Thinking Africa, le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme et le Centre tchadien d'études stratégiques, ont partagé leurs analyses issues de différentes régions du continent.

Le Sahel et la Corne de l'Afrique vivent de manière aiguë les implications sécuritaires des défis climatiques et environnementaux : tensions autour de l'eau et de l'accès aux pâturages, déplacements causés par l'intensification des cycles de sécheresse et d'inondation, exploitation des ressources naturelles (or, charbon et terres rares) par des groupes criminels ou extrémistes. Ces deux régions sont également fortement touchées par l'extrémisme violent et le terrorisme. L'évènement de l'OIF a confirmé que les approches actuelles de lutte contre le terrorisme ne sont pas efficaces et que le climat, en tant que «multiplicateur de menaces», rend les dynamiques encore plus complexes.



« Le Sahel et la Corne de l'Afrique vivent de manière aiguë les implications sécuritaires des défis climatiques et environnementaux. »

L'approche internationale et multilatérale actuelle de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent privilégie la protection des capitales occidentales contre des attaques spectaculaires : le 11 septembre, le Bataclan, les attentats de Londres et Madrid, par exemple. Sous cet angle, elle a effectivement été efficace. Toutefois, ce

n'est pas là le principal défi. La plus grande menace et l'impact le plus significatif sur les communautés se trouvent dans les zones où des groupes extrémistes contrôlent des territoires et des populations. Ce phénomène touche clairement l'Afrique – au Sahel et en Somalie –, mais aussi le Levant et l'Asie du Sud. En plus du contrôle territorial et des niveaux élevés de violence, les points communs incluent : l'exploitation de la gouvernance et des institutions faibles, jeunes ou fragiles; la manipulation des systèmes financiers; et l'instrumentalisation d'anciens conflits locaux par des groupes idéologiques. L'incapacité à relever ces défis érode la confiance dans le système multilatéral et dans ses outils. Une réorientation stratégique intégrant la complexité climatique est un domaine auquel le Centre FrancoPaix pourrait contribuer. Une recommandation centrale de l'évènement, que l'OIF pourrait porter avec ses partenaires, est la création d'un observatoire continental sur le climat, la paix et la sécurité, un mécanisme essentiel pour relier, harmoniser et étendre les systèmes régionaux de suivi.

C'est dans ce contexte exigeant que les participants au forum ont travaillé à formuler des recommandations pour des positions continentales. L'ambition de conversations «franches, pertinentes et sincères» devient plus difficile à réaliser au fur et à mesure que les responsabilités institutionnelles des participants augmentent. Aucun forum ne peut fournir un espace adéquat pour toutes les discussions, à tous les niveaux. Depuis la création du Forum de Tana en 2012, les événements consacrés à la paix, à la sécurité, au développement et à la gouvernance se sont multipliés. C'est une dynamique positive pour le continent. L'innovation du Forum de la paix et de la sécurité de Lomé, qui propose désormais un «forum des forums», pourrait aider l'ensemble des organisateurs à clarifier leurs objectifs et à créer des synergies.



- 1 Secrétariat du Forum de Tana, « [Programme officiel de la 11e édition du Tana Forum](#) ».
- 2 Institute for Peace and Security Studies, « [Rapport sur les résultats du Tana Forum](#) ».
- 3 Union africaine, « [The African Continental Free Trade Area](#) ».
- 4 Tadesse, Bitania, « [Resolution 2719 on hold: Implications for the AU-UN partnership](#) », The Global Observatory, 3 juin 2025.
- 5 Cette résolution, adoptée en décembre 2023 par le CS de l'ONU, prévoit la possibilité que le coût d'une opération de paix sous conduite de l'UA puisse être prise en charge à 75% par l'ONU. Elle n'a néanmoins pas été mise en œuvre jusqu'ici.



Photo : Natascha Hryckow et ses co-panélistes au Forum de Tana, 25 octobre 2025, Tana.  
Crédits Photo : André Abel Barry / Organisation internationale de la Francophonie

## Décryptage

# Persécutions religieuses au Nigéria : quand la politique étrangère de Trump s'en mêle

Guy Bucumi

Professeur au Département des humanités et des sciences sociales du Collège militaire royal de Saint-Jean

Le Nigéria, [première puissance démographique d'Afrique](#), fait face à une intensification alarmante des violences religieuses et communautaires. Entre [les attaques répétées de Boko Haram](#), les affrontements meurtriers entre éleveurs et agriculteurs dans la [Middle Belt](#) et les tensions historiques entre populations musulmanes et chrétiennes, le pays est plongé dans une crise interne d'une grande complexité. Mais cette dynamique locale s'inscrit désormais dans un cadre international plus large. Depuis la création, en février 2025, du [« Bureau de la foi » à la Maison-Blanche](#), piloté par la télévangéliste [Paula White](#) et officiellement responsable de défendre la liberté religieuse, la politique étrangère américaine accorde une place accrue à la protection des communautés chrétiennes. Ses détracteurs y voient un instrument de promotion de l'idéologie conservatrice chrétienne, visant notamment à [« éradiquer les préjugés antichrétiens »](#) et à garantir l'accès des organisations confessionnelles aux financements fédéraux. C'est dans ce contexte que [Donald Trump a menacé](#), en novembre 2025, de lancer une intervention militaire au Nigéria au nom de la défense des chrétiens persécutés, propulsant une crise profondément enracinée dans des dynamiques locales au cœur des enjeux géopolitiques. Les violences religieuses au Nigéria apparaissent non seulement enracinées dans des dynamiques internes, mais également

amplifiées ou instrumentalisées par des acteurs extérieurs, avec des effets potentiels sur la stabilité et la souveraineté du pays. Ce texte analyse ces interactions en examinant à la fois les causes internes de ces persécutions et les implications diplomatiques de la position de l'administration Trump.

## Violences internes, fractures historiques et dérives communautaires

Le Nigéria traverse, depuis plus d'une décennie, une crise où se mêlent insécurité, compétition économique et divisions identitaires. Dans le Nord-Est, Boko Haram et sa faction affiliée à l'État islamique poursuivent leur campagne de terreur, marquée par des attentats, des enlèvements et des destructions massives de villages. Plus au centre, la Middle Belt reste le point de rencontre le plus explosif entre éleveurs peuls, majoritairement musulmans, et agriculteurs chrétiens, et la pression sur les terres agricoles exacerbe ces rivalités anciennes. Ces violences ont des conséquences dramatiques : [en 2024, 3100 chrétiens ont été tués et 2830 enlevés](#), faisant du Nigéria le pays le plus dangereux au monde pour les chrétiens. Depuis 2009, des milliers de morts et des millions de déplacés témoignent de l'ampleur du désastre humanitaire : églises incendiées, villages désertés, économie rurale paralysée, notamment. La vie quotidienne est profondément bouleversée.

Ces tensions trouvent leurs racines dans des fractures historiques et sociales. Le nord, majoritairement musulman, et le sud, à dominante chrétienne, ont été structurés par [des politiques coloniales](#) et post-coloniales qui ont creusé les inégalités régionales. La Middle Belt, carrefour multiethnique, cristallise ces contrastes. Malgré tout, le [gouvernement de Bola Ahmed Tinubu](#) affirme que ces violences relèvent avant tout de la sécurité nationale et non

d'une persécution religieuse orchestrée par l'État.

## La sortie de Trump : ingérence diplomatique ou défense des chrétiens ?

C'est dans ce climat tendu que Donald Trump a déclaré en novembre 2025 qu'il n'excluait pas une [« action militaire »](#) au Nigéria, accusant le gouvernement de laisser [« des terroristes islamistes massacrer les chrétiens »](#). Il a même menacé de suspendre l'aide américaine s'il n'obtenait pas de garanties. Cette prise de position s'inscrit dans la continuité de sa stratégie politique : dès son premier mandat, Trump avait fait de la liberté religieuse un instrument diplomatique central, [soutenu par un électorat évangélique convaincu de son rôle quasi messianique dans la défense des chrétiens opprimés](#).

La réaction nigériane a été immédiate. Le ministre des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, a rejeté ces accusations, rappelant que la [Constitution garantit la liberté de culte et mettant en garde contre toute ingérence](#). Sur le terrain, la déclaration divise : certains chrétiens y voient un geste de soutien, tandis que d'autres craignent qu'elle n'attise les tensions ou ne serve davantage les intérêts électoraux américains que la sécurité des populations nigérianes.

En définitive, la crise nigériane révèle un dilemme contemporain majeur : comment un État peut-il faire face à des violences internes profondément enracinées tout en résistant à leur instrumentalisation par des puissances étrangères ? Alors que le Nigéria lutte pour restaurer la sécurité et préserver sa cohésion, l'intervention médiatique de Trump ajoute une dimension géopolitique risquée, faisant de la liberté religieuse un levier d'influence et un enjeu stratégique à part entière.



Photo : Membres du chœur « Spirit of Faith Christian Center Choir » chantant à la Maison-Blanche, 7 mai 2020, Washington.  
Crédits photo : Official White House photo par Andrea Hanks

### → Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : [francopaix@protonmail.com](mailto:francopaix@protonmail.com)

## ÉQUIPE ÉDITORIALE

---

### RÉDACTEURS EN CHEF

**Bruno Charbonneau**

*Directeur du Centre FrancoPaix*

*Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean*

**Sarah-Myriam Martin-Brûlé**

*Professeure titulaire, Université Bishop's*

### RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

**Nicolas Klingelschmitt**

*Chercheur, Université du Québec à Montréal*

### RÉVISION

**Daphné St-Louis Ventura**

### MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

**Adib Bencherif**

*Professeur adjoint, Université de Sherbrooke*

**Nadège Compaoré**

*Professeure adjointe, Université de Toronto*

**Marie-Eve Desrosiers**

*Professeure agrégée, Université d'Ottawa*

**Cédric Jourde**

*Professeur agrégé, Université d'Ottawa*

**Mulry Mondélice**

*Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean*

**Tatiana Smirnova**

*PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke*

---

**Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix** a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

### CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca) | [dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

### PARTENAIRE

---

